



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 22/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CLEN

16 ZI de St Benoît la Forêt
BP 30140
37500 Saint-Benoît-La-Forêt

Références : 2026 / 279
Code AIOT : 0010003992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2026 dans l'établissement CLEN implanté 16 Zone Industrielle CS 70109 37500 Saint-Benoît-la-Forêt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLEN
- 16 Zone Industrielle CS 70109 37500 Saint-Benoît-la-Forêt
- Code AIOT : 0010003992
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CLEN est autorisée par :

- l'arrêté préfectoral (AP) n°15357 du 15 juillet 1999 à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de mobilier de bureau ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°18434 du 4 septembre 2008.

Suite à la parution du Décret n° 2019-292 du 9 avril 2019, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations de traitement de surfaces des métaux de l'établissement sont désormais soumises au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565-2-a (auparavant soumise à autorisation pour la rubrique 2565-2-a).

Un dossier de modification des installations a été reçu en préfecture le 16 mars 2020 (notamment par rapport à la construction d'un nouveau bâtiment abritant les installations de travail du bois). Des compléments au dossier de modification et à la demande d'examen au cas par cas ont été transmis par courriel du 21/10/2021.

Ces éléments sont en cours d'instruction par les services de la DREAL.

L'activité de travail du bois dans le nouveau bâtiment a commencé à l'été 2022 et est soumise au régime de l'enregistrement. L'arrêté ministériel du 02/09/2014 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des ICPE est applicable à l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 9
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des zones à risques	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 8	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-V	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Sonde dans les gaines de ventilation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Action de l'alarme incendie -	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Système d'aspiration des vapeurs				
11	Action de l'alarme incendie - Chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.II	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Liste des détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22.I	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 13	Susceptible de suites	Sans objet
5	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1	/	Sans objet
6	Détection sur l'installation de TS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14.d	/	Sans objet
7	Détection dans les locaux de LI	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		19.I		
9	Action de la détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I	/	Sans objet
12	Action de l'alarme incendie - Gestion et transmission de l'alarme	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.II	/	Sans objet
14	Pertinence du dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées un plan général des ateliers et des stockages avec une description des dangers pour chaque local présentant ces risques et facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des zones à risques de l'atelier de travail du bois a été mis à jour en février 2023 : il fait dorénavant apparaître les risques "incendie", "électrique" et "traversée d'engin". Aucune zone ATEX n'est mentionnée. L'exploitant a fait réaliser, en novembre 2025 par la société APAVE, une "Vérification de sécurité

des installations électriques en zone ATEX".
=> L'exploitant doit justifier que le plan des zones à risques de l'atelier de travail du bois est à jour au vu des zones ATEX présentes au sein de son établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>[...]</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932 ou équivalent et version à jour.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan d'implantation des DENFC avec calcul des surfaces de désenfumage pour chacun des 4 cantons ; - fiche descriptive des DENFC implantés ; - les DENFC représentent 106,08 m² de surface soit 2,09 % de la surface totale de 5068 m². <p>Au vu de ces éléments, il résulte que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fiche descriptive des DENFC installés indique qu'ils sont conformes à la norme EN 12101-2 de

<p>2003 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surface de désenfumage est suffisante ; - l'ouverture des DENFC est également automatique. <p>Par ailleurs, lors de la visite sur site il a été constaté que chacun des boîtiers de commande manuelle du désenfumage de ce bâtiment est situé à proximité d'un accès extérieur.</p> <p>=> Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 dernières vérifications de maintenance du dispositif de détection incendie ont été réalisées le 12/07/2023, le 05/09/2024 et le 11/12/2025.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à faire réaliser cette vérification à fréquence semestrielle. Il a présenté le mail du 11/05/2026, de la société SSI Service, indiquant qu'une offre lui sera envoyée afin de prendre en compte notamment la nécessité de réaliser à fréquence semestrielle la vérification de l'ensemble du dispositif de détection incendie du bâtiment "Travail du bois".</p> <p>=> L'installation de détection incendie du bâtiment abritant l'installation de travail du bois n'est pas vérifiée et testée à minima à une fréquence semestrielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées</p>

un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-V
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment. Les dispositifs intérieurs sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement à l'extérieur du bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. [...]</p> <p>En cas de confinement à l'extérieur, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats au 21/11/2023 :</u></p> <p>L'établissement dispose d'un bassin dédié à la rétention des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que ce bassin est en partie rempli d'eau.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les eaux de pluie sont notamment dirigées vers ce bassin.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer le principe de fonctionnement de ce bassin et de justifier que le volume libre est suffisant pour recueillir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.</p> <p>La partie visible de ce bassin n'est pas équipée de revêtement imperméable.</p>

Constats au 06/05/2026 :

Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant a fait réaliser l'installation d'un revêtement imperméable pour le bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie, par lequel transitent des eaux pluviales. Plus d'écart sur ce point.

Il a également été constaté que ce bassin est en grande partie rempli d'eau. Une pompe de relevage mobile est en fonctionnement afin de vider le bassin qui s'est rempli suite aux fortes précipitations des jours précédents.

L'exploitant a indiqué que la pompe de relevage d'origine, installée à demeure, est tombée en panne récemment.

Par courrier du 12/05/2026, l'exploitant a :

- transmis une photo montrant que le bassin est quasiment vide au 12/05/2026 ;
- indiqué qu'il reste environ 30 cm d'eau en fond de bassin et que celui-ci est désormais pleinement en capacité de contenir des eaux d'extinction d'incendie ;
- indiqué qu'il étudie l'acquisition d'une pompe de secours dédiée et a joint le devis correspondant.

Ce bassin doit avoir un volume utile de 900 m³ (540 m³ d'eaux d'extinction d'incendie + environ 360 m³ d'eaux liées aux intempéries).

Des éléments complémentaires doivent être apportés afin de vérifier que le bassin est suffisamment dimensionné, que le confinement puisse être réalisé automatiquement, que l'entretien et la maintenance rigoureux des systèmes de relevage autonomes sont réalisés et que des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

=> Les éléments permettant de justifier que le volume utile est suffisant doivent être apportés (dimensions du bassin, volume d'eau résiduaire en fond de bassin en fonctionnement normal). Par ailleurs, les éléments permettant d'expliquer le principe de fonctionnement de ce bassin doivent être apportés :

- plans représentant notamment le cheminement des réseaux d'eaux en entrée et sortie du bassin et l'implantation des différents équipements (pompe de relevage...);
- éléments expliquant comment est réalisé le confinement automatique notamment en cas de risque de déversement d'eaux d'extinction incendie suite à un déclenchement de l'alarme incendie (arrêt automatique de la pompe de relevage ou autre moyen) ;
- éléments permettant de vérifier le bon fonctionnement lors du retour à la normale (fonctionnement de la pompe de relevage...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Champ d'application
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques 2564 ou 2565 de la nomenclature des installations classées. Le présent arrêté s'applique :</p> <p>a) aux installations régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de l'enregistrement ;</p> <p>b) aux installations régulièrement enregistrées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ;</p> <p>c) aux installations faisant l'objet d'une demande d'enregistrement complète à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. [...]</p> <p>Les dispositions du point d de l'article 14, [...] et de l'article 19 sont applicables aux installations relevant des a, b ou c au 1er juillet 2024. [...]</p> <p>Cet arrêté s'applique sans préjudice des prescriptions auxquelles ces installations existantes sont déjà soumises et qui demeurent applicables.</p> <p>Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement : [...]</p> <p>- les autres articles du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble de l'installation. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 septembre 2008 mentionne dans la liste des activités de l'établissement la rubrique 2565 "Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique" :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rubrique 2565.2.a sous le régime de l'autorisation pour un volume de 10 000 L. <p>L'installation concernée est le tunnel de phosphatation auquel sont associés les cuves de traitement et de rinçage.</p> <p>Suite à des évolutions de la nomenclature des installations classées, cette activité est désormais soumise au régime de l'enregistrement.</p> <p>L'arrêté ministériel du 9 avril 2019, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de ce régime au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est applicable à l'installation, sauf les dispositions prévues aux articles 3, 4, 5, 11, 12, 13, au point c de l'article 14, au dernier alinéa de l'article 24, aux articles 25, 27, 29 et 39.</p> <p>=> Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection sur l'installation de TS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14.d

Thème(s) : Actions régionales, Détection sur l'installation de TS

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie.

Constats :

Des détecteurs de chaleur sont installés dans le local abritant l'installation de traitement de surfaces (maillage à minima d'un détecteur tous les 6 mètres). Ils sont reliés à la centrale incendie de l'établissement.

L'exploitant a par ailleurs transmis les éléments indiquant que l'ensemble de l'établissement est équipé de détecteurs incendie (fumée et/ou chaleur) reliés à une centrale. En cas de détection incendie, une alarme est transmise à la société SECURITAS TECHNOLOGY qui ensuite contacte la personne à prévenir ou les pompiers au vu de la procédure "Réponse aux situations d'urgence".

=> Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Détection dans les locaux de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I

Thème(s) : Actions régionales, Détection dans les locaux de LI

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; [...]

Constats :

L'exploitant a transmis les éléments indiquant que l'ensemble de l'établissement est équipé de détecteurs incendie (fumée et/ou chaleur) reliés à une centrale (voir point de contrôle précédent).

Lors de la visite du site, la présence de détecteurs incendie (fumée) a été constatée dans le local "stockage pièces brutes avant poudrage" dans lequel des produits liquides inflammables sont stockés (maillage à minima d'un détecteur tous les 6 mètres).

=> Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sonde dans les gaines de ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I
Thème(s) : Actions régionales, Sonde dans les gaines de ventilation
Prescription contrôlée : [...] <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> [...]
Constats : <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la présence de sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration du tunnel de phosphatation et que chacune d'elle est reliée à la centrale incendie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Action de la détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.I
Thème(s) : Actions régionales, Action de la détection incendie
Prescription contrôlée : [...] <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> [...]
Constats : <p>L'exploitant a présenté le PV de réception, et ses annexes, du dispositif de détection automatique d'incendie de l'établissement.</p> <p>Ce document édité le 09/01/2026 par la société SIEMENS fait notamment apparaître les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ajout de sirènes sur la dernière partie de l'établissement non couverte ;

<ul style="list-style-type: none"> - le test du système de détection par la réalisation de 2 foyers types : tests conformes ; - la réception est faite sans réserve. <p>=> Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Action de l'alarme incendie - Système d'aspiration des vapeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.II
Thème(s) : Actions régionales, Action de l'alarme incendie
Prescription contrôlée : <p>Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique du système d'aspiration des vapeurs des bains.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Action de l'alarme incendie - Chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.II
Thème(s) : Actions régionales, Action de l'alarme incendie
Prescription contrôlée : <p>Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). [...]</p>
Constats : <p>Le chauffage des bains est réalisé en temps normal via des canalisations d'eau chaude alimentées par la chaudière principale de l'établissement : ce mode de chauffage ne nécessite pas d'être asservi à la détection incendie. En cas d'indisponibilité de la chaudière lors de maintenance ou de panne, les bains sont chauffés via des brûleurs à gaz. Leur fonctionnement n'est pas asservi au déclenchement d'une alarme</p>

incendie.
=> L'arrêt automatique du chauffage des bains via les brûleurs à gaz n'est pas asservi au déclenchement de l'alarme incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Action de l'alarme incendie - Gestion et transmission de l'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.II
Thème(s) : Actions régionales, Action de l'alarme incendie
Prescription contrôlée :
[...] A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats :
Le document « Réponse aux situations d'urgence » en date du 18/03/2024 transmis par l'exploitant répond à la prescription. => Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Liste des détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III
Thème(s) : Actions régionales, Liste des détecteurs incendie
Prescription contrôlée :
L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les détecteurs installés dans l'atelier abritant l'installation de traitement de surfaces sont de type « thermique ».</p> <p>Le plan d'implantation du dispositif de détection incendie permet de constater que les détecteurs installés dans cet atelier sont de type « thermique » ou « multicritères ».</p> <p>La programmation des détecteurs multicritères reste à préciser.</p> <p>=> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Pertinence du dimensionnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Pertinence du dimensionnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au vu des constats sur site et des documents présentés par l'exploitant, notamment le plan d'implantation du dispositif de détection, le maillage à minima d'un détecteur tous les 6 mètres est pertinent.</p> <p>=> Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Maintenance des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19.III</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Maintenance des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>[...] Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance avec la société SSI SERVICE depuis 2025 (auparavant la maintenance était réalisée par la société SIEMENS).</p> <p>Le registre de sécurité fait apparaître que la dernière intervention a eu lieu le 11/12/2025.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la gestion des anomalies et des mesures correctives est réalisée via la GMAO.</p> <p>=> L'exploitant doit justifier que les dates et la nature des contrôles du dispositif de détection incendie, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation, sont consignées dans un registre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 16 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22.I</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les détecteurs de niveau arrêtant le chauffage en cas d'absence de liquide dans les bains de traitement sont testés à minima annuellement lors de l'entretien des bains. Cette opération n'est pas formalisée dans une consigne de sécurité. L'exploitant veillera à tracer la réalisation de cette opération.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit justifier que la vérification des autres dispositifs de détection automatique en lien avec l'activité de traitement de surfaces (dispositif de détection incendie,</p>

sondes de température dans les systèmes d'aspiration des vapeurs...) fait l'objet d'une consigne de sécurité.

=> La consigne de sécurité en lien avec la vérification des détecteurs de niveau arrêtant le chauffage en cas d'absence de liquide dans les bains de traitement n'est pas formalisée. Par ailleurs, l'exploitant doit justifier que la vérification des autres dispositifs de détection automatique en lien avec l'activité de traitement de surfaces (dispositif de détection incendie, sondes de température dans les systèmes d'aspiration des vapeurs...) fait l'objet d'une consigne de sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois